

Japon : la renaissance

Elena Stancanelli

▶ **To cite this version:**

Elena Stancanelli. Japon : la renaissance. Revue de l'OFCE, 2004, 89, pp.102-105. hal-01020041v1

HAL Id: hal-01020041

https://sciencespo.hal.science/hal-01020041v1

Submitted on 24 Jul 2014 (v1), last revised 17 Apr 2019 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

083-142.qxd 26/04/2004 17:00 Page 102

Elena Stancanelli

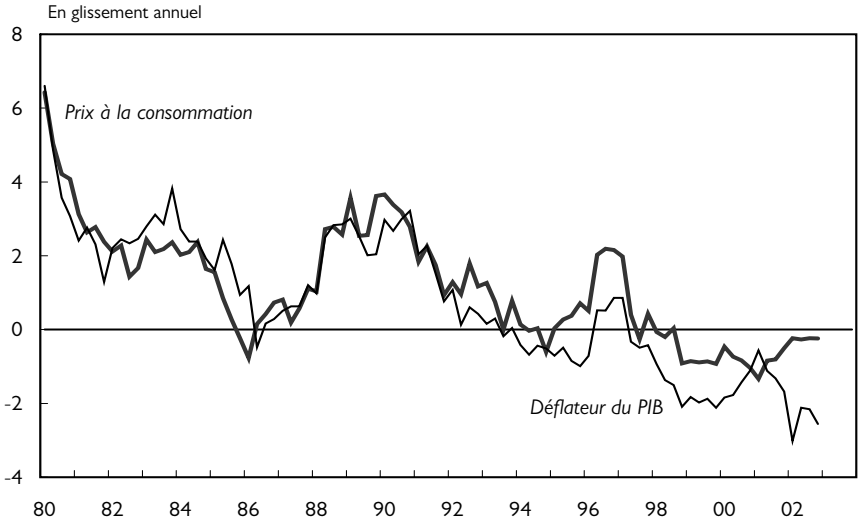
Japon : la renaissance

L'économie nippone est en expansion depuis fin 2002. Après la récession de 2002, la croissance en volume a été nettement au-dessus du potentiel en 2003, enregistrant une variation positive de 2,7 % par rapport à 2002. La renaissance de l'économie nippone a reposé sur la forte augmentation des exportations, principal moteur de la croissance. En 2003, les zones d'exportation dynamiques ont été la Chine et le reste de l'Asie. L'Union européenne est également une destination importante des exportations japonaises. Les exportations vers la Chine ont continué de bénéficier de la forte croissance chinoise, mais aussi de la réduction progressive des barrières douanières chinoises, la Chine ayant rejoint l'OMC en 2001.

Les investissements productifs privés ont rebondi (+ 9,7 % en volume en 2003, contre une chute de – 7 % en 2002). La hausse de l'activité est nette dans le secteur manufacturier, et, en particulier, dans les secteurs des nouvelles technologies de l'informatique, des semi-conducteurs et de l'électronique.

Le PIB en valeur n'a toutefois augmenté que de 0,1% en 2003. Les déflateurs du PIB et des investissements productifs privés continuent de baisser, ce qui indique que le processus de déflation perdure malgré l'embellie conjoncturelle. Signe encourageant, les prix à la consommation sont pratiquement stabilisés fin 2003-début 2004 (graphique 1). Combiné à la reprise de l'activité, ceci est à même de rassurer les ménages nippons. Au quatrième trimestre 2003 la consommation privée a augmenté de presque 0,9 % en volume, tandis que le taux de chômage a décru (à 4,9 %), descendant en dessous de 5 % pour la première fois depuis plus de deux ans.

1. Évolution des prix au Japon



Sources : Economic and Social Research Institute, Cabinet Office ; Ministry of Public Management, Home Affairs, Posts and Telecommunications.

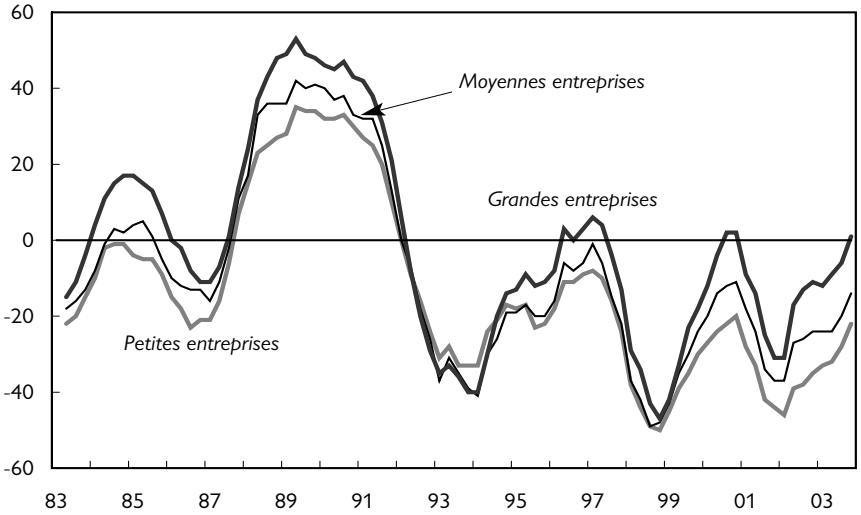
083-142.qxd 26/04/2004 17:00 Page 103

Les investissements en logement sont restés atones, voire en décroissance, à l'exception d'une légère remontée dans la région de Tokyo. Les perspectives de revenu et d'emploi des ménages sont encore incertaines et l'augmentation des offres d'emploi s'est faite surtout par le biais des emplois précaires, et notamment à temps partiel [1], tandis que les salaires restent stables. Fin 2003-début 2004, les bonus ont chuté à nouveau, notamment dans le secteur non-manufacturier. La part des bonus dans les salaires totaux n'a cessé de décroître pendant la dernière décennie de crise économique, passant de plus de 24 % en 1990 à 18 % en 2003.

La croissance se poursuivrait en 2004 et 2005

L'économie nippone continuerait à croître à un rythme soutenu en 2004, tirée par des exportations dynamiques vers les États-Unis, la Chine, et le reste de l'Asie, où la croissance du PIB en 2004 serait forte. Au début de l'année 2004, les indicateurs conjoncturels sont favorables. Les attentes des entrepreneurs se confirment (graphique 2) et le moral des consommateurs est en hausse. Les faillites sont en diminution de plus de 20 % en février 2004 par rapport à l'année précédente. Le taux de change yen-dollar, après avoir atteint un pic de 105 yen pour un dollar en début 2004, se déprécie légèrement vis-à- vis du dollar (110 yen pour un dollar à la mi-mars 2004).

2. Soldes d'opinions sur les conditions économiques (enquêtes Tankan)



Sources : Bank of Japan, Tankan Short-term Survey of Entreprises in Japan.

1. Au Japon le concept de « temps partiel » n'est pas le même qu'en France. Les travailleurs à « temps partiel » pouvant travailler le même nombre d'heures que ceux « à temps plein ». Les salariés à « temps partiel » ont un statut inférieur dans l'entreprise et ne bénéficient pas du même traitement salarial et du même régime de pensions.

083-142.qxd 26/04/2004 17:00 Page 104

Les investissements productifs privés continueraient à augmenter grâce au rebond des profits, mais à un rythme plus modéré qu'en 2003. Les surcapacités productives persistent et les problèmes structurels du secteur industriel et de son financement sont loin d'être résolus. Les services et l'industrie non manufacturière, secteurs moins favorisés par la demande étrangère, restent en retrait. Les difficultés d'accès au crédit demeurent importantes, d'autant que les performances financières des entreprises, particulièrement les plus petites, sont peu satisfaisantes, en dépit des progrès accomplis. Le déstockage ferait place au stockage élevé de l'année 2003, contribuant négativement à la croissance du PIB. La consommation des ménages se maintiendrait sans accélération notable.

En 2005, la croissance ralentirait, principalement à cause de la timidité des investissements productifs privés et de la prudence des ménages. Le revenu des ménages est amputé des efforts que les entreprises doivent accomplir pour réduire leurs coûts de production et rester compétitives sur les marchés asiatiques. Les retraités, auxquels on doit une partie importante de la consommation privée, verraient leurs pensions décroître (en dépit de l'augmentation des contributions à la retraite des salariés). Le taux de chômage diminuerait progressivement mais les embauches se feraient surtout sous la forme d'emplois précaires.

La croissance économique et la remontée du moral des consommateurs n'induiraient qu'une sortie très progressive de la déflation. Les prix à la consommation seraient stables et la décroissance du déflateur du PIB se réduirait.

Une éventuelle appréciation du yen vis-à-vis du dollar pourrait toutefois rendre ce scénario plus pessimiste, en exerçant un impact négatif sur le déflateur du PIB ainsi que sur les exportations.

Le budget 2004-2005 est peu restrictif

Le budget pour l'année fiscale 2004 (allant d'avril 2004 à mars 2005) n'est que modérément restrictif. L'augmentation anticipée du nombre de retraités ne laisse pas une grande marge de manœuvre et les dépenses de Sécurité sociale, qui comptent pour presque la moitié des dépenses totales, s'accroîtraient en 2004 de 4,2 % par rapport au budget 2003, après avoir augmenté de 3,9 % en 2003. Les investissements publics continueraient à décroître et les travaux publics enregistreraient une diminution de 3,5 % par rapport au budget 2003, où ils avaient déjà diminué de 3,9 % par rapport à 2002. D'importantes coupes seraient faites dans le domaine des dépenses pour l'énergie (– 9 %), des aides aux pays en voie de développement (– 4,8 %) et des dépenses militaires (– 1 %). Les recettes fiscales diminueraient en 2004 par rapport à 2003 et les émissions de titres du trésor public augmenteraient en conséquence (+ 0,4 % par rapport au budget 2003). La dette publique atteindrait environ 140 % du PIB. Les réformes des financements publics aux municipalités et des retraites envisagées par le gouvernement Koizumi manquent encore de concrétisation.

La politique monétaire resterait expansionniste car la déflation n'est pas éradiquée. La politique de change est un élément important de la politique monétaire japonaise et les interventions pour contrôler le yen vis-à-vis du dollar et des autres monnaies asiatiques continueraient, même si les réserves accumulées sont considérables (721 milliards de dollars en janvier 2004 soit près d'une fois et demie le déficit courant américain).

083-142.qxd 26/04/2004 17:00 Page 105

Japon : résumé des prévisions

Variations par rapport à la période précédente, en %

	2003				2004				2005				2002	2003	2004	2005
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4				
PIB	0,5	0,9	0,6	1,6	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	– 0,3	2,7	2,6	1,6
Consommation des ménages	0,4	0,3	0,5	0,9	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,9	1,1	1,8	1,2
Consommation publique	0,4	– 0,1	0,7	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	2,4	1,2	1,3	1,5
FBCF totale	0,7	2,0	– 0,7	3,8	0,4	0,3	0,2	0,2	0,1	– 0,1	– 0,1	– 0,1	– 6,0	3,3	3,8	0,3
Dont																
Productive privée	2,4	4,6	0,0	6,3	1,0	0,9	0,7	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	– 7,0	9,7	8,1	2,1
Logement	– 0,9	– 0,1	2,9	– 1,0	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	– 4,2	– 0,7	0,8	0,1
Publique	– 3,1	– 3,7	– 5,2	– 0,7	– 1,5	– 1,5	– 1,4	– 1,4	– 1,5	– 1,8	– 2,0	– 2,0	– 4,6	– 10,5	– 7,6	– 6,3
Exportations de biens et services	1,3	1,6	3,3	4,6	2,0	2,1	2,2	2,3	2,5	2,3	2,2	2,1	7,9	10,0	11,1	9,5
Importations de biens et services	0,8	– 1,1	2,6	1,9	1,8	2,0	2,0	2,1	1,6	1,5	1,4	1,4	2,0	4,9	7,5	7,0
Variations de stocks, en points de PIB	0,1	0,0	0,4	0,3	– 0,1	– 0,1	– 0,2	– 0,2	– 0,1	– 0,1	– 0,1	– 0,1	– 0,2	0,2	– 0,1	– 0,1
Contributions																
Demande intérieure hors stocks	0,5	0,7	0,2	1,5	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	– 0,8	1,6	2,2	1,0
Variations de stocks	0,1	– 0,1	0,3	0,0	– 0,4	0,0	– 0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	– 0,1	– 0,2	0,5	– 0,4	0,0
Commerce extérieur	0,1	0,3	0,2	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,7	0,7	0,7	0,6
Prix à la consommation *	– 0,2	– 0,2	– 0,2	– 0,2	– 0,1	– 0,1	– 0,1	– 0,1	– 0,1	– 0,1	– 0,1	– 0,1	– 0,9	– 0,2	– 0,2	– 0,1
Taux de chômage, au sens du BIT	5,3	5,4	5,3	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,1	5,1	5,1	5,1	5,4	5,3	5,2	5,1
Solde courant, en points de PIB													2,9	3,3	4,6	5,2
Solde public, en points de PIB													– 7,1	– 7,5	– 7,0	– 7,0
Impulsion budgétaire													0,5	0,5	– 0,3	0,0
PIB zone euro	0,0	– 0,1	0,3	0,3	0,4	0,5	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,9	0,4	1,4	2,2

* Pour les trimestres, glissement annuel. Pour les années, moyenne annuelle.
Sources : Economic and Social Research Institute, Cabinet Office (comptes publiés le 10 mars 2004) ; Ministry of Public Management, Home Affairs, Posts and Telecommunications ; Ministry of Health, Labor and Welfare ; prévisions OFCE.